

Tous unis pour sauver la planète !

Par Michel Gay et Hubert Flocard
Le 16 août 2018
N°392

Le monde des affaires a bien vu les juteuses aubaines financières qu'il pouvait tirer de la schizophrénie de l'écologie politique. Ce dernier reproche à la Science d'avoir fourvoyé l'humanité au nom d'un dangereux "scientisme" mais elle compte pourtant sur cette même Science pour développer rapidement des énergies renouvelables « propres ».

L'industrie a mis en branle ses ingénieurs. Ces derniers ont soumis à l'admiration des écologistes des éoliennes de plus de 200 mètres de haut et aussi d'immenses hydroliennes qui délivrent une maigre puissance au gré des vents capricieux et des marées intermittentes.

Auparavant, les ingénieurs savaient faire « efficace » (mais ça c'était avant...). Maintenant, ils reçoivent des subventions pour faire « inefficace ». Là encore ils savent faire... Ils sont très forts !

Pour illustrer la façon dont s'organise la politique énergétique de la France, voici une pièce (en trois actes et cinq acteurs) qui décrit une situation « imaginaire ».

Acte I

- **Ministre à Fonctionnaire** : Après un matraquage médiatique de plusieurs années, le public Français a maintenant soif d'écologie et d'énergies propres. Il veut donc que notre pays déploie des systèmes propres de « type P », non pas parce qu'il les a étudiés - pas plus que moi d'ailleurs -, mais parce qu'il pense sur la base d'articles de journalistes qui ne les ont pas plus étudiés, que c'est bon pour la planète et les générations futures. Des élus responsables et un bon gouvernement veulent toujours ce que veulent ses électeurs. Nous sommes donc prêts à utiliser l'argent des contribuables au niveau requis de façon à avoir des systèmes propres de « type P » partout sur le territoire.

- **Fonctionnaire à Dirigeant d'entreprise** : Le ministre a mis en place une ligne budgétaire et veut pouvoir couper le ruban d'une installation de systèmes propres de « type P » avant les prochaines élections. Je dois absolument dépenser cette ligne sous peine d'apparaître comme allant contre la volonté de mon ministre et celle du peuple souverain. Faites-moi rapidement une proposition.

- **Dirigeant à Ingénieur** : Vous allez concevoir, construire et installer des systèmes de « type P » en France.

- **Ingénieur à Dirigeant** : C'est idiot. Ces systèmes de « type P » ont déjà été étudiés plusieurs fois ces trente dernières années. On sait qu'ils sont peu performants et trop chers pour être économiques.

- **Dirigeant à Ingénieur** : Chacun son travail. J'ai fait du lobbying auprès des journalistes pour qu'ils écrivent des articles à la gloire des systèmes propres de « type P » et aussi auprès du ministre de l'énergie pour qu'il les subventionne. Maintenant, je vous demande simplement de me dire quel niveau de subvention je dois obtenir du gouvernement pour que notre entreprise puisse déployer ces systèmes propres de « type P ». Faites vite, ils sont tous vraiment pressés de faire payer les consommateurs.

Un peu plus tard...

Acte II

- **Ingénieur à Dirigeant** : Le système propre de « type P » a été étudié au vu des progrès technologiques récents. Comme on le savait déjà, il est techniquement faisable mais pas économiquement viable. En effet, il faudrait que chaque kilowattheure d'électricité produite soit acheté au prix exorbitant de X euros pendant au moins 10 ans.

- **Dirigeant à Ministre** : Si vous voulez que le pays investisse dans les systèmes propres de « type P », il est nécessaire que toute l'électricité produite soit achetée au moins 4X par kilowattheure pendant au moins 20 ans. Il faut y ajouter un soutien à l'investissement et à l'achat de la production car c'est une technologie innovante.

- **Ministre à Dirigeant** : « C'est d'accord. Monsieur le Fonctionnaire va écrire l'arrêté fixant ce tarif avec obligation d'achat pendant 20 ans. Il débloquera aussi une subvention pour marquer l'engagement du gouvernement pour un futur énergétique radieux grâce aux systèmes de « type P ».

- **Fonctionnaire à Dirigeant** : Mon ministre est pressé de faire plaisir au public avant les élections. J'aimerais le satisfaire au plus vite afin de garantir ma carrière. Comme je ne connais rien aux systèmes de « type P », ne pourriez-vous pas écrire l'arrêté et ses clauses pour aller plus vite ?

- **Dirigeant à Fonctionnaire** : C'est vraiment pour vous faire plaisir...

Acte III

- **Dirigeant à Banquier** : Mon entreprise va construire des systèmes propres de « type P » et les installer partout en France. Je veux emprunter 95% du capital nécessaire sur 20 ans. L'Etat va imposer que toute l'électricité produite par ces systèmes soit achetée par les consommateurs, même si son coût est supérieur au prix du marché. Mon modèle économique est le plus sûr qui soit, avec une garantie de revenu pendant 20 ans (après, ces systèmes partiront à la ferraille). L'arrêté a été écrit par mes avocats de telle sorte que l'entreprise soit protégée contre tous les aléas. Les revenus annuels remboursent l'investissement et l'exploitation sur 20 ans avec un taux de 10%. Aucun autre investissement industriel n'offre une meilleure garantie et l'argent peut donc être emprunté au taux le plus bas. Pour l'Etat c'est 4%. Pour mes systèmes de « type P », je demande 5 %.

- **Banquier à Dirigeant** : C'est d'accord. En plus, ce prêt permettra d'afficher que notre banque aide la planète et les générations futures. Je vais même me faire inviter à la prochaine université d'été du parti écologiste pour y parler de notre engagement en faveur des systèmes propres et de l'environnement en général.

- **Banquier à son Conseil d'Administration** : Nous allons soutenir les systèmes propres de « type P » plutôt que de petites entreprises en concurrence et soumises au risque de faillite. En prime, notre image sera valorisée auprès du public. C'est l'Etat (c'est-à-dire le contribuable et le consommateur) qui prend tous les risques. Le prêt aura un rendement de 5 %, et nous emprunterons l'argent à la Banque Centrale Européenne à 0%.

- **Dirigeant à son conseil d'administration** : La banque nous accorde un prêt à 5% sur 95% du capital pour les systèmes de « type P ». Le reste sera payé par une subvention publique. Le taux de retour sur investissement sera donc de 5% en n'ayant investi aucun fond propre de l'entreprise. Même Madoff n'a jamais osé promettre cela à ses clients. En plus, les Français subventionneront notre entreprise tout en étant convaincus qu'ils sauvent la planète !

(Toutes ressemblances avec des personnages et des situations existantes ne seraient que pure coïncidence...)